INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 27 octobre 2021**

* Les Bourses européennes ont clôturé en légère baisse ce mercredi, les investisseurs optant pour la prudence à la veille du grand rendez-vous de la Banque centrale européenne (BCE). Ainsi, le CAC 40 a cédé 0,19% à 6 753,52 points et l’EuroStoxx 50 a abandonné 0,05% à 4 221,92 points. La tendance est plus indécise à Wall Street : si le Dow Jones recule de 0,21%, le Nasdaq Composite s’adjuge 0,51%.
* L'attentisme a dominé aujourd'hui sur les places financières du Vieux Continent. Les investisseurs attendent avec intérêt la décision de politique monétaire de la BCE, et surtout, les commentaires de Christine Lagarde, sa présidente, sur la conjoncture et l'inflation.
* Selon Charlotte de Montpellier, économiste chez ING, cette réunion de la BCE doit préparer le terrain pour la grande réunion de décembre, qui devrait être riche en décisions.
* Au chapitre des statistiques, les commandes de biens durables aux Etats-Unis ont baissé moins que prévu en septembre (-0,4% contre -0,8% attendu). Toutefois, hors transports, elles ont augmenté de 0,4%, alors que le consensus Briefing.com tablait sur +0,5%.
* Le dollar canadien progresse de près 0,4% ce soir face à l'euro, la monnaie unique s'échangeant désormais contre 1,4317 CAD. Le "loonie", ou huard, tel qu'il est surnommé en raison de l'oiseau qui y est représenté, profite ainsi des annonces cet après-midi de la Banque du Canada, qui a décidé de mettre fin à son programme d'assouplissement quantitatif et de maintenir à 0,25% son taux cible du financement à un jour.

La banque centrale "amorce la phase de réinvestissement, durant laquelle elle achètera des obligations du gouvernement du Canada uniquement pour remplacer celles qui viennent à échéance", a-t-elle également déclaré.

Elle prévoit également que la croissance de l'économie canadienne atteindra 5% cette année, avant de se modérer pour s'établir à 4,25% en 2022 et à 3,75% en 2023.

* Les stocks américains de pétrole brut ont augmenté de 4,267 millions de barils au cours de la semaine se terminant le 22 octobre, après une baisse de 0,431 million au cours de la semaine précédente, selon les dernières données de l'agence américaine de l'énergie. Les analystes s'attendaient à une augmentation de 1,914 million de barils. Dans le même temps, les stocks d'essence ont diminué de 1,994 million de barils, soit une baisse supérieure aux prévisions de 1,862 million. En fin de journée, le WTI recule de 1,45% à 83,42 dollars le baril.
* Le président Jair Bolsonaro envisage de privatiser la compagnie pétrolière publique Petroleo Brasileiro, révèle Reuters. Lors d'un passage à la télévision brésilienne le controversé dirigeant a déclaré que la major lui donnait des "maux de tête" en se préoccupant uniquement des intérêts de ses actionnaires, indique l'agence de presse.
* La confiance des ménages a reculé en octobre 2021, a annoncé l'Insee. À 99, l'indicateur qui la synthétise perd deux points et repasse juste en dessous de sa moyenne de longue période (100). Il était attendu à 101, selon le consensus Reuters. En octobre, la part des ménages qui considèrent que les prix ont augmenté au cours des douze derniers mois est en très forte hausse. Le solde correspondant gagne 17 points et atteint son plus haut niveau depuis 2012.

Les ménages estimant que les prix vont augmenter au cours des douze prochains mois sont eux aussi plus nombreux en octobre. Le solde correspondant gagne 11 points et s'éloigne davantage de sa moyenne de longue période.

En revanche, les craintes des ménages concernant l'évolution du chômage continuent de diminuer fortement. Le solde correspondant perd huit points, et demeure très nettement en dessous de sa moyenne de longue période.

**SOCIETES**

* Concernant les valeurs, les investisseurs ont arbitré les nombreuses publications trimestrielles du jour. A ce jeu-là, les groupes Schneider Electric (+2,4%), Scor (+12,2%) et Seb (+12,4%) se sont illustrés favorablement. Ce fut l'inverse pour Worldline (-15,9%) et SMCP (-9,4%).
* Schneider Electric trône au sommet du CAC 40 mercredi, avec une hausse de 2,48% à 146,38 euros par action dans le sillage d'une publication trimestrielle meilleure qu'attendu. Le spécialiste des systèmes électriques et d'automatisation a en effet publié un chiffre d'affaires de 7,22 milliards d'euros pour la période de juillet à septembre 2021, alors que le consensus rapporté par Invest Securities espérait 7,17 milliards. Schneider Electric a généré une croissance de 11,8%, dont 8,8% en organique.

"Cette performance reflète la pertinence de nos solutions et le niveau élevé et soutenu de la demande sur nos marchés finaux", s'est réjoui Jean-Pascal Tricoire, le Président-Directeur général de Schneider.

Dans le détail, la division Gestion de l'énergie a enregistré une hausse organique de 9,4%, quand les Automatismes industriels ont progressé de 6,7%. Schneider précise que ces derniers ont été les plus touchés par les tensions dans les chaînes logistiques et les pénuries de composants électroniques qui ont affecté le chiffre d'affaires trimestriel.

* Sodexo figure parmi les plus fortes hausses du SBF 120 grâce à la publication de résultats annuels de retour dans le vert. Au cours de son exercice décalé, clos au 31 août 2021, le spécialiste de la restauration collective a en effet réalisé un bénéfice de net de 139 millions d'euros, après une perte de 315 millions lors de l'exercice précédent. En données ajustées, cela représente un bénéfice par action de 2,37 euros, 28% supérieur au consensus des analystes. Le résultat d'exploitation est lui de 578 millions d'euros (+1,6%), contre 569 millions attendus.

Le chiffre d'affaires annuel a reculé de 9,8% à 17,43 milliards d'euros, pénalisé par les mesures de confinement sur la plus grosse partie de l'exercice, mais l'activité est repartie petit à petit. Le quatrième trimestre a ainsi enregistré une croissance de 19%, selon les calculs de Jefferies (Sodexo n'a fourni que la croissance au second semestre: +18,1%), soit 5 points de pourcentage au-dessus du consensus.

"La croissance interne a été meilleure que prévue au cours des deux semestres, a déclaré Sophie Bellon, la présidente du conseil d'administration et DG par intérim de Sodexo. La reprise du chiffre d'affaires a été progressive, trimestre après trimestre. Au quatrième trimestre, le groupe a atteint 87% des niveaux d'activité de l'exercice 2018-2019, les segments Santé, Écoles et les Services Avantages & Récompenses étant revenus à leurs niveaux pré-Covid".

Cependant, le segment Entreprises & Administrations reste perturbé par un retour au bureau très progressif dans les Services aux Entreprises, à 79% des niveaux pré-pandémie, et par Sports & Loisirs qui se situe pour sa part à seulement 43%, la reprise ne s'étant réellement amorcée qu'en juillet avec la tenue d'événements sportifs. De plus, les réservations de l'activité des Centres de Congrès ne reprennent que maintenant.

* SEB domine le SBF 120 mercredi après la publication hier soir d'une activité trimestrielle meilleure que prévu et le relèvement de ses objectifs 2021. Ainsi, le titre du spécialiste du petit électroménager bondit de 12,54% à 138,20 euros. Au troisième trimestre 2021, le groupe lyonnais a réalisé un chiffre d'affaires de 1,96 milliard d'euros, en hausse de 9,1% sur un an, et de 6,4% à taux de change et périmètre constants (tcpc). Le consensus, rapporté par Invest Securities, anticipait 1,87 milliard.

Sur neuf mois, le niveau d'activité ressort donc à 5,57 milliards d'euros, en hausse de 18,2% par rapport à 2020, dont une croissance de 18,8% en organique, un effet devises de -1,9% et un effet périmètre de +1,3%. Cette robuste dynamique provient à la fois de l'activité Grand Public et de l'activité Professionnelle, précise SEB.

* Valneva cède près de 10% à 20,4 euros, pénalisé par un regain d'incertitude concernant son litige avec le Royaume-Uni et Dukoral, son vaccin contre le choléra au Canada. Le titre de la biotech franco-autrichienne est également tiré vers le bas par l'annonce d'une prochaine augmentation de capital qui pourrait atteindre 130 millions de dollars. Ce matin, le laboratoire a annoncé la publication et le dépôt auprès de l'AMF d'un amendement à son Document d'enregistrement universel 2020 (URD).

Parmi les principales modifications apportées à l'URD, Valneva a notifié les derniers échanges avec le gouvernement britannique.

La société y explique que compte tenu de la situation et des termes du contrat initialement noué entre les deux parties, elle n'est pas tenue de rembourser ou restituer tout montant payé par l'Autorité Britannique en cas de résiliation pour convenance.

Valneva discute actuellement avec l'Autorité Britannique des conditions définitives de la résiliation du Contrat de Fourniture Britannique.

Ces conditions, ainsi que d'autres opportunités commerciales et l'autorisation de mise sur le marché du vaccin contre le Covid, le VLA2001, pourraient avoir un impact significatif sur les positions bilancielles et les résultats opérationnels futurs de Valneva.

Par ailleurs, Valneva a reçu une demande d'informations de la part de l'agence " Santé Canada ", qui régule les produits pharmaceutiques au Canada, concernant les données sur lesquelles les indications du vaccin contre le choléra Dukoral sont basées.

Ce dossier est en cours, et si les indications ou les conditions d'utilisation de Dukoral devaient changer de manière significative au Canada, cela pourrait avoir un impact négatif important sur les ventes de Valneva, ce qui pourrait avoir pour conséquence que le produit ne soit plus économiquement viable.

* Ipsos a annoncé hier soir l'acquisition de Karian and Box, un spécialiste britannique des études et de l'expérience des salariés. Fondée en 2006 avec l'ambition de donner aux gens une meilleure voix au travail, Karian and Box aide les dirigeants à prendre des mesures fondées sur les données pour améliorer la culture et l'expérience en entreprise. La société emploie plus de 100 personnes au Royaume-Uni (conseillers, analystes de données, psychologues du travail, développeurs, chefs de projet...) et a réalisé en 2020 un chiffre d'affaires de 7 millions de livres sterling.

**ANALYSES**

* C'est l'un des principaux enjeux de la COP26. « Mobiliser la finance » figure en effet en troisième position parmi les quatre objectifs que se sont fixés les organisateurs de la vingt-sixième Conférence des Nations unies sur les changements climatiques. Preuve de l'importance de ce défi, le parrain de cette COP, la cinquième depuis les accords de Paris, n'est autre que Mark Carney, l'ancien patron de la Banque d'Angleterre et l'un des chantres de la finance verte.

Pourquoi la transition écologique repose-t-elle autant sur le monde de la finance ? Comme l'explique la Banque de France dans une note, « le secteur financier a un rôle déterminant à jouer […] en raison du montant important de ressources financières qu'il gère », il peut donc « participer activement à l'orientation des investissements vers des projets favorisant la transition énergétique ».

Concrètement, parvenir à la neutralité carbone en 2050 afin de maintenir la hausse des températures sous les 1,5 °C, implique un effort colossal : il faut décarboner l'industrie, les transports, développer les énergies renouvelables, électrifier le parc automobile, rénover les logements, repenser l'agriculture… Tout ceci nécessite de mobiliser 6.900 milliards de dollars par an d'ici 2030, d'après les estimations de l'OCDE.

Une somme qui ne peut pas reposer uniquement sur les Etats. D'autant que ces derniers peinent eux-mêmes à être à la hauteur du défi. En 2009, les pays développés s'étaient engagés pour atteindre conjointement la barre des 100 milliards de dollars mobilisés pour les pays du Sud en faveur de l'environnement en 2020. Mais selon un rapport de l'OCDE publié au mois de septembre, ils ne sont parvenus qu'à regrouper 79 milliards…

La mobilisation des institutions financières est également nécessaire dans la mesure où elles font partie des plus émettrices de CO2, à travers notamment les émissions produites par les entreprises présentes dans leur portefeuille d'investissement et de financement. C'est ce que l'on appelle les émissions indirectes, ou encore les émissions de scope 3, selon la méthodologie internationale de comptabilité carbone qui fait consensus (GHG Protocol).

D'après les calculs du Carbon Disclosure Project, les émissions indirectes des institutions financières sont 700 fois supérieures à leurs émissions directes. Pour Oxfam, les émissions de scope 3 de l'ensemble des grandes banques françaises sont 6 fois supérieures aux émissions de la France.

Conscients de cela, banques, assureurs et gestionnaires d'actifs ont pris, ces dernières années, des engagements afin de décarboner leurs portefeuilles. Côté français, la quasi-totalité des institutions ont promis de sortir du charbon.

La semaine dernière, les grandes banques françaises se sont aussi engagées, dès 2022, à ne plus financer « les projets dédiés aux hydrocarbures non-conventionnels » ainsi que « les entreprises dont la part d'hydrocarbures non conventionnels dans l'exploration et la production seraient […] au-delà de 30 % de leur activité ».

La Banque Postale, et les assureurs Maif et Ircantec, sont allés plus loin en s'engageant à ne plus financer les entreprises prévoyant de nouveaux projets de production de pétrole et de gaz, comme le recommande l'Agence internationale de l'énergie, qui considère que les sites existants peuvent répondre aux besoins actuels.

Malgré ces engagements, les ONG considèrent que ces institutions ne sont toujours pas alignées sur l'Accord de Paris. Selon un rapport publié par Oxfam il y a une semaine, 1 euro placé dans une grande banque émettait 2 % de CO2 de plus en 2020 qu'en 2017.

En réponse, la FBF a rappelé que « le financement des entreprises impliquées dans le charbon ne représente plus que 2,1 milliards d'euros, soit 0,16 % du portefeuille corporate des banques à fin 2020 ». En outre, l'organisation a souligné que « le financement des énergies renouvelables, qui a atteint plus de 44,3 milliards d'euros en 2020, est en augmentation de 68 % en 4 ans ».

Pour leur part, les banquiers attendent un engagement plus fort des pouvoirs publics. « On peut faire reposer ce que l'on veut sur le secteur de la finance, mais les banques sont là pour financer l'économie, se défend un banquier. Tant que celle-ci sera carbonée, ce sera le cas des portefeuilles des banques. »

**L’AGENDA DU 28 octobre 2021**

**9h55 en Allemagne**  
Taux de chômage en octobre

**11h00 en zone euro**  
Sentiment économique en octobre

**13h45 en zone euro**  
Décision de politique monétaire de la BCE

**14h00 en Allemagne**  
Inflation en octobre  
  
**14h30 aux Etats-Unis**  
PIB au troisième trimestre  
Inscriptions hebdomadaires au chômage

**16h00 aux Etats-Unis**

Promesses de ventes de logements en septembre